



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.578/2
du 20 décembre 2017

advies 62.578/2
van 20 december 2017

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
3 juillet 1996 portant exécution
de la loi relative à l'assurance
obligatoire soins de santé et
indemnités, coordonnée le
14 juillet 1994'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
3 juli 1996 tot uitvoering van
de wet betreffende de
verplichte verzekering voor
geneeskundige verzorging en
uitkeringen, gecoördineerd op
14 juli 1994'

Le 30 novembre 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 20 décembre 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 décembre 2017.

*

Op 30 november 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 20 december 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 december 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. L'article 2 du projet a pour objet la réforme du régime de calcul des indemnités dont bénéficie un travailleur qui se trouve dans une situation d'incapacité de travail et qui est autorisé à reprendre une activité professionnelle.

Il ressort de l'ensemble des pièces transmises à la section de législation que l'intention de l'auteur du projet est ainsi d'« inciter davantage de titulaires en incapacité de travail à reprendre une activité autorisée, en vue d'une reprise normale du travail ou d'une utilisation de leurs capacités restantes », mais aussi de mettre en place un système qui « devrait être plus transparent, plus prévisible, plus facilement explicable aux titulaires et leur garantir des revenus globalement plus élevés (indemnités après réduction et/ou revenus travail (autorisé) > indemnités avant réduction) », étant entendu que « [l]e nouveau système devrait ainsi contribuer à éviter autant que possible les pièges à l'emploi ou l'appauvrissement des titulaires et générer une économie par le biais de la réduction des indemnités, des retenues de cotisations sociales sur les revenus du travail repris ainsi que des recettes fiscales supplémentaires » ; il devrait aussi, « de préférence, contribuer à une simplification administrative pour un maximum de partenaires concernés »¹.

Le système précédent, très complexe, dans lequel la réduction de l'indemnité d'incapacité de travail était calculée en fonction, en substance, du montant des revenus issus de l'activité autorisée, est ainsi remplacé par un système, se situant lui aussi dans un cadre législatif et réglementaire extrêmement technique, dans lequel la réduction de l'indemnité d'incapacité de travail serait calculée cette fois, en substance, en proportion du temps de travail presté dans l'activité autorisée (article 230, § 1^{er}, en projet).

Ce système ne vaut toutefois que pour les travailleurs salariés qui reprennent une activité de salarié : le système est encore différent pour les travailleurs salariés en incapacité de travail qui reprennent une activité d'indépendant (article 230, § 1^{er}ter, en projet).

¹ Note CI 2017/36 – Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs salariés.

1.2. Il ressort du dossier transmis à la section de législation que les partenaires sociaux composant le Conseil technique intermutualiste, auquel le projet a été soumis pour avis, sont très critiques par rapport au nouveau système envisagé, les critiques étant cependant émises dans des sens contradictoires, selon qu'elles émanent de telle ou telle catégorie de partenaires sociaux.

Ainsi, comme le mentionne le dossier soumis à la section de législation :

« Les membres représentant les organisations syndicales ont indiqué que celles-ci étaient inacceptables parce qu'elles n'apportaient pas de garantie de revenus suffisante. Ils ont toutefois marqué leur préférence pour une proposition qui tient compte des revenus plutôt que du volume de travail, vu la présence d'un aspect de redistribution.

Un membre représentant les organisations patronales a indiqué qu'il ne pouvait pas marquer son accord sur les propositions parce qu'il n'y avait pas assez d'incitants pour reprendre davantage ou normalement le travail (pièges à l'inactivité) et qu'il y avait des situations de cumul inacceptables socialement, en particulier pour les collègues de travail.

Les membres représentant les organismes assureurs n'ont pas formulé d'avis commun. [...] »².

1.3. Dans un contexte aussi technique et en présence d'avis aussi divergents, l'Inspecteur des Finances a relevé, dans son avis du 20 octobre 2017, ce qui suit :

« De voorgestelde maatregelen geven uitvoering aan de beslissingen van het begrotingsconclaaf van 20 oktober 2016 wat betreft de aanpassing van de berekening van de arbeidsongeschiktheidsuitkeringen bij werkhervatting.

Uit het overgemaakte dossier blijkt dat de hervorming de arbeidsongeschikte gerechtigden meer zou moeten aanzetten om een toegelaten activiteit te hervatten doordat het nieuwe systeem transparanter en voorspelbaarder zou moeten zijn en gemiddeld tot hogere inkomsten na werkhervatting zou moeten leiden. Of dit effectief het geval zal zijn met de nieuwe berekeningswijze kan evenwel moeilijk afgeleid worden uit de in het dossier beschikbare informatie. Er kan hierbij wel verwezen worden naar de verschillende opmerkingen van de sociale partners en de verzekeringsinstellingen, geformuleerd in het beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor werknemers.

Een evaluatie van het nieuwe stelsel, waarin voorzien wordt door het ontwerpbesluit, zal dan ook noodzakelijk zijn ».

1.4. Au regard de l'article 23 de La Constitution et du principe de *standstill* qui y est lié, notamment en matière de droits économiques et sociaux (spécialement, en l'espèce, ceux visés à l'article 23, alinéa 3, 1° et 2°), dans un contexte aussi technique et non univoque que celui dans lequel se situe la projet à l'examen, il s'avère impossible, pour la section de législation, de se prononcer sur la question de savoir si le nouveau régime en projet pourrait ou non opérer un recul significatif en ce qui concerne la protection des droits concernés³.

² *Ibidem*.

³ Ceci vaut non seulement pour l'ensemble du nouveau système, mais également pour des points spécifiques comme le nouvel article 230, § 1^{er} bis, en projet, à propos duquel la fonctionnaire-déléguée a expliqué ce qui suit :
« Le projet ne fait plus de différence entre l'incapacité primaire et l'invalidité. Pour les jours de vacances, couverts par un pécule de vacances, que le titulaire n'a pas pris avant la fin de l'année civile, la mutualité refusera les indemnités. Cette règle, sur le plan théorique, paraît plus stricte pour les invalides que la règle actuelle (où dans

Compte tenu du but recherché par l'auteur du dossier, tel ne devrait pas être le cas mais des doutes subsistent, notamment en ce qui concerne les personnes bénéficiant d'un revenu faible.

Interrogée sur ce point, la fonctionnaire déléguée a expliqué que l'impact de la réglementation en projet devrait être globalement positif et que, pour les cas où elle aurait un impact négatif, une disposition transitoire prévoyant une période tampon de six mois était prévue à l'article 5, alinéa 2, du projet. Par ailleurs, la fonctionnaire déléguée a insisté sur l'article 4 du projet, qui impose une évaluation, par les partenaires sociaux et les organismes assureurs, de l'efficacité et des effets de l'arrêté en projet dans la pratique, au plus tôt un an après son entrée en vigueur.

Dans le contexte décrit ci-avant, une telle évaluation apparaît indispensable, au regard de l'article 23 de la Constitution.

Dans ce cadre, il conviendrait de prévoir également quelles seront les dates limites auxquelles ladite évaluation sera demandée et aura lieu, ainsi que de compléter en ce sens l'article 4 du projet.

2. Outre les questions liées à l'article 23 de la Constitution et aux droits sociaux qu'il entend garantir, le nouveau système ainsi mis en place pose des questions, à certains égards, au regard du principe d'égalité garanti par les articles 10 et 11 de la Constitution.

Ainsi, s'il peut se concevoir que le nouveau mode de calcul de la réduction – ou pas – de l'indemnité varie désormais selon que l'activité qui est reprise est une activité de salarié ou une activité d'indépendant, l'auteur du projet doit être en mesure d'établir que les différences de traitement ainsi opérées restent objectives et proportionnées aux buts à atteindre, étant l'incitation à la reprise d'activité, et la simplification administrative.

De même, même si le dossier contient déjà des justifications quant au régime particulier dont la mise en place est envisagée pour les personnes qui reprennent une activité de gardien ou gardienne d'enfants⁴, celui-ci gagnerait à être étayé par des explications permettant d'établir, là aussi, la proportionnalité du traitement différencié au regard des buts recherchés.

3. C'est sous réserve de ces observations générales que sont formulées les observations particulières ci-après.

certain cas, il peut y avoir réduction des indemnités) mais il ne faut pas en conclure que tous les invalides vont y perdre car :

- il ne faut pas oublier que seuls les 12 premiers mois d'incapacité de travail sont assimilés à du travail effectif pour l'octroi des jours de vacances/du pécule simple (au-delà de ces 12 mois : plus de jours de vacances et donc plus de pécule)

- Et qu'il y a donc déjà actuellement des refus d'indemnités d'invalidité liés aux revenus perçus (prise en compte du pécule de vacances lié à l'activité assimilée (cf ci-dessus) et du salaire généré par les jours d'activité autorisée).

À noter aussi que les jours de vacances générés par l'activité autorisée seront *a priori* pris par le travailleur ».

Il en va de même, de la prise en compte dorénavant au titre de revenus professionnels, de tout revenu visé à l'article 17, § 1^{er}, 5^o, du C.I.R. 1992 (article 230, § 1^{er}, alinéa 4, en projet et article 230, § 1^{er}*ter*, alinéa 2, en projet), alors que tel n'est pas le cas actuellement.

⁴ Note CI 2017/36 – Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs salariés.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 2

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 7, en projet, il y a lieu de remplacer les mots « au décret de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » par les mots « au décret de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée ».
2. Au paragraphe 1^{er}*ter*, alinéa 2, en projet, la section de législation se demande pour quels motifs est concerné, au titre de revenu professionnel, notamment « tout revenu visé à [...] l'article 90 [du C.I.R. 1992] » et s'il n'y a pas lieu de ne retenir que certains des revenus mentionnés à cet article, d'autant plus que le lien entre les revenus visés à cet article 90 et la notion d'exercice d'une activité personnelle sera malaisé à établir.
3. Au paragraphe 1^{er}*ter*, alinéa 9, 2^o en projet, dans la version française, il y a lieu d'écrire « centre public d'action sociale » au lieu de « centre public d'aide sociale ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKINGEN

1.1. Artikel 2 van het ontwerp beoogt een hervorming van de regels voor de berekening van de uitkeringen waarvoor een werknemer in aanmerking komt die zich in een toestand van arbeidsongeschiktheid bevindt en de toestemming heeft om opnieuw een beroepsactiviteit uit te oefenen.

Uit het geheel van de stukken die aan de afdeling Wetgeving zijn overgezonden, blijkt dat de bedoeling van de steller van het ontwerp erin bestaat aldus “de arbeidsongeschikte gerechtigden meer (...) aan [te] zetten om een toegelaten activiteit te hervatten, met het oog op een normale werkhervatting of een gebruik van hun restcapaciteiten”, maar ook om een regeling in te voeren die “meer transparant, meer voorspelbaar, gemakkelijker uitlegbaar aan de gerechtigden [zou] moeten zijn en hen globaal genomen hogere inkomsten [zou] moeten waarborgen (uitkeringen na vermindering en/of inkomsten uit (toegelaten) arbeid > uitkeringen voor vermindering)”, die er bovendien toe “[zou] moeten bijdragen om de werkvallen of de verarming van de gerechtigden zo goed mogelijk te vermijden en een besparing [zou] moeten opleveren via de vermindering van de uitkeringen, de inhouding van sociale bijdragen op de inkomsten van het hervatte werk, evenals de bijkomende fiscale opbrengsten”. Tevens zou die regeling “bij voorkeur moeten bijdragen tot een administratieve vereenvoudiging voor een maximum aantal betrokken partners”.¹

Volgens de vorige regeling, die zeer complex was, werd de vermindering van de arbeidsongeschiktheidsuitkering in hoofdzaak berekend op basis van het bedrag van de inkomsten uit de toegelaten activiteit. Die regeling wordt aldus vervangen door een regeling die eveneens deel uitmaakt van een uiterst technisch wetgevend en regelgevend kader, maar waarbij de vermindering van de arbeidsongeschiktheidsuitkering in hoofdzaak zou worden berekend naar rato van de arbeidstijd die in het kader van de toegelaten activiteit wordt gepresteerd (ontworpen artikel 230, § 1).

Het gaat echter om een regeling die enkel van toepassing is op werknemers die een werknemersactiviteit hervatten. Voor arbeidsongeschikte werknemers die een activiteit als zelfstandige opnemen, geldt nog een andere regeling (ontworpen artikel 230, § 1ter).

¹ Nota BU 2017/36 – Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor werknemers.

1.2. Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden, blijkt dat de sociale partners die de Technische ziekenfondsraad vormen waaraan het ontwerp om advies is voorgelegd, zeer kritisch oordelen over de beoogde nieuwe regeling, al zijn de kritieken tegenstrijdig naargelang ze van de ene of de andere categorie sociale partners komen.

Zo staat in het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden, het volgende te lezen:

“De leden die de werknemersorganisaties vertegenwoordigen, hebben aangegeven dat deze voorstellen voor hen onaanvaardbaar waren omdat zij geen voldoende inkomenswaarborg met zich meebrachten. Zij hebben echter hun voorkeur geuit voor een voorstel dat rekening houdt met de inkomsten, eerder dan met het arbeidsvolume, gelet op de aanwezigheid van een aspect van herverdeling.

Een lid dat de werkgeversorganisaties vertegenwoordigt, heeft aangegeven dat zij niet haar goedkeuring aan de voorstellen kon verlenen omdat er niet voldoende incentives waren om het werk meer of normaal te hervatten (inactiviteitsvallen) en dat er situaties van sociaal onaanvaardbare cumulatie waren, in het bijzonder voor de collega's op het werk.

De leden die de verzekeringsinstellingen vertegenwoordigen, hebben geen gemeenschappelijk advies geformuleerd (...)”².

1.3. Gezien de zeer technische context en de zeer uiteenlopende adviezen, heeft de inspecteur van Financiën in zijn advies van 20 oktober 2017 het volgende gesteld:

“De voorgestelde maatregelen geven uitvoering aan de beslissingen van het begrotingsconclaf van 20 oktober 2016 wat betreft de aanpassing van de berekening van de arbeidsongeschiktheidsuitkeringen bij werkhervatting.

Uit het overgemaakte dossier blijkt dat de hervorming de arbeidsongeschikte gerechtigden meer zou moeten aanzetten om een toegelaten activiteit te hervatten doordat het nieuwe systeem transparanter en voorspelbaarder zou moeten zijn en gemiddeld tot hogere inkomsten na werkhervatting zou moeten leiden. Of dit effectief het geval zal zijn met de nieuwe berekeningswijze kan evenwel moeilijk afgeleid worden uit de in het dossier beschikbare informatie. Er kan hierbij wel verwezen worden naar de verschillende opmerkingen van de sociale partners en de verzekeringsinstellingen, geformuleerd in het beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor werknemers.

Een evaluatie van het nieuwe stelsel, waarin voorzien wordt door het ontwerpbesluit, zal dan ook noodzakelijk zijn.”

1.4. In het licht van artikel 23 van de Grondwet en van het *standstill*-beginsel dat daarmee verband houdt, meer bepaald wat de economische en sociale rechten betreft (*in casu* in het bijzonder de rechten vermeld in artikel 23, derde lid, 1° en 2°) en in een zo technische en onduidelijke context als die van het voorliggende ontwerp, kan de afdeling Wetgeving zich onmogelijk uitspreken over de vraag of de ontworpen nieuwe regeling de bescherming van de betreffende rechten al dan niet aanzienlijk zou terugschroeven.³

² *Ibidem*.

³ Dat geldt niet enkel voor de nieuwe regeling in haar geheel, maar ook voor specifieke punten zoals het ontworpen nieuwe artikel 230, § 1bis, in verband waarmee de gemachtigde ambtenaar het volgende heeft toegelicht:

Gelet op het doel dat de steller van het dossier nastreeft, zou dat niet het geval zijn, maar er blijven twijfels, onder meer in verband met personen met een laag inkomen.

Toen de gemachtigde ambtenaar daarover vragen zijn gesteld, heeft zij toegelicht dat de ontworpen regeling in haar geheel een positieve impact zou moeten hebben en dat voor de gevallen waarin de impact negatief zou zijn, artikel 5, tweede lid, van het ontwerp een overgangsbepaling bevat die in een bufferperiode van zes maanden voorziet. Voorts heeft de gemachtigde ambtenaar gewezen op artikel 4 van het ontwerp, dat voorschrijft dat de sociale partners en de verzekeringsinstellingen de doeltreffendheid en de gevolgen die het ontworpen besluit in de praktijk heeft, ten vroegste een jaar na de inwerkingtreding ervan evalueren.

In de hierboven beschreven context lijkt een dergelijke evaluatie onontbeerlijk in het licht van artikel 23 van de Grondwet.

In dat kader zouden ook de uiterste datums moeten worden bepaald waarop die evaluatie moet worden gevraagd en moet plaatsvinden. Artikel 4 van het ontwerp dient in die zin te worden aangevuld.

2. De nieuw ingevoerde regeling doet niet alleen vragen rijzen in verband met artikel 23 van de Grondwet en met de sociale rechten die het moet waarborgen, maar in bepaalde opzichten ook vragen in verband met het gelijkheidsbeginsel, gewaarborgd door de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Zo bijvoorbeeld is het weliswaar aannemelijk dat de nieuwe manier om de eventuele vermindering van de uitkering te berekenen, varieert al naargelang de hervatte activiteit een werknemersactiviteit dan wel een activiteit als zelfstandige is, maar moet de steller van het ontwerp kunnen aantonen dat het aldus toegepaste verschil in behandeling objectief blijft en in verhouding blijft tot de nagestreefde doelen, namelijk het aanzetten tot het hervatten van een activiteit en de administratieve vereenvoudiging.

Zo ook zou aangaande de bijzondere regeling die zou worden ingevoerd voor personen die een activiteit als onthaalouder opnemen, ook al wordt die reeds gerechtvaardigd in het dossier,⁴ meer uitleg moeten worden gegeven zodat blijkt dat ook daar de verschillende behandeling in verhouding staat tot de nagestreefde doelen.

“Le projet ne fait plus de différence entre l’incapacité primaire et l’invalidité. Pour les jours de vacances, couverts par un pécule de vacances, que le titulaire n’a pas pris avant la fin de l’année civile, la mutualité refusera les indemnités. Cette règle, sur le plan théorique, paraît plus stricte pour les invalides que la règle actuelle (où dans certains cas, il peut y avoir réduction des indemnités) mais il ne faut pas en conclure que tous les invalides vont y perdre car:

- il ne faut pas oublier que seuls les 12 premiers mois d’incapacité de travail sont assimilés à du travail effectif pour l’octroi des jours de vacances/du pécule simple (au-delà de ces 12 mois: plus de jours de vacances et donc plus de pécule)

- Et qu’il y a donc déjà actuellement des refus d’indemnités d’invalidité liés aux revenus perçus (prise en compte du pécule de vacances lié à l’activité assimilée (cf ci-dessus) et du salaire généré par les jours d’activité autorisée).

À noter aussi que les jours de vacances générés par l’activité autorisée seront *a priori* pris par le travailleur”.

Hetzelfde geldt voor het feit dat voortaan ieder inkomen vermeld in artikel 17, § 1, 5°, van het WIB 1992 (ontworpen artikel 230, § 1, vierde lid en ontworpen artikel 230, § 1^{ter}, tweede lid) in aanmerking wordt genomen als beroepsinkomsten, terwijl dat momenteel niet het geval is.

⁴ Nota BU 2017/36 – Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor werknemers.

3. Onder voorbehoud van deze algemene opmerkingen worden de volgende bijzondere opmerkingen gemaakt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In de ontworpen paragraaf 1, zevende lid, moeten de woorden “het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 maart 1999 ‘relatif à l’intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées’” worden vervangen door de woorden “het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap”.
2. De afdeling Wetgeving vraagt zich af waarom in de ontworpen paragraaf 1^{ter}, tweede lid, onder meer “elk inkomen bedoeld in (...) artikel 90 van het [WIB 1992]” als beroepsinkomen geldt, en of niet slechts enkele van de inkomsten in aanmerking dienen te worden genomen die in dat artikel worden vermeld, temeer daar het verband tussen de inkomsten bedoeld in dat artikel 90 en het begrip “persoonlijke activiteit” moeilijk aan te tonen valt.
3. In de Franse tekst van de ontworpen paragraaf 1^{ter}, negende lid, 2°, schrijve men “centre public d’action sociale” in plaats van “centre public d’aide sociale”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT